

→ POINT SUR LES AVANCÉES DE LA RECHERCHE

Actualités

Le confinement de la chlordécone : une alternative à la dépollution



En 2008, le Ministère de l'Outre Mer lance un programme de recherche pour mieux connaître les mécanismes de transport de la chlordécone du sol vers l'environnement (cultures, eau), et ainsi proposer des solutions de remédiation. Le projet, qui a déjà permis d'obtenir des résultats encourageants, se poursuit aujourd'hui en partenariat avec le Cirad Martinique.

Une alternative à la dépollution serait donc de favoriser les paramètres permettant de conserver la chlordécone dans les sols, et d'éviter ainsi leur transfert dans l'eau et les plantes cultivées. Dans cette stratégie, les sols resteraient pollués mais seraient peu contaminants. La chlordécone présente une grande affinité pour la matière organique, et dans cette étude, la concentration en matière organique de sols pollués a été modifiée ; les chercheurs ont alors caractérisé la nouvelle aptitude des sols à retenir la molécule. « En laboratoire, nous avons démontré que le transfert de la chlordécone vers la ressource en eau et vers des cultures est fortement diminué par l'ajout de matières organiques dans le sol, sous forme de compost », explique Thierry

Woignier, Directeur de Recherche à l'IRD et responsable du Programme de Recherche du Ministère de l'Outre Mer. Cette diminution du transfert dépend du type de matière organique ajoutée, combinant un effet chimique (affinité de la chlordécone pour les matières organiques) et un effet physique sur la structure des sols (fermeture de la microporosité). Ces résultats de laboratoire encourageants doivent être confirmés sur des parcelles (durée et pérennité du confinement). Cela permettrait de proposer une méthode peu coûteuse et facile à mettre en œuvre, et qui serait une alternative intéressante à la dépollution des sols pas encore maîtrisée. Cette étude est en cours et réalisée en partenariat avec le Cirad. Les résultats seront connus fin 2011.

Contact : thierry.woignier@um2.fr, 05 96 42 30 34

les RDV prochains

→ Du 2 au 6 mai 2011

Mission du Groupement d'Orientation et de Suivi Scientifique du Plan chlordécone (GOSS)

→ Le 7 mai 2011

Rencontre communautaire Jafa Martinique

→ Martinique : du 9 au 20 mai

Guadeloupe : du 6 au 17 juin 2011

Missions d'évaluation du Plan

→ Du 23 au 27 mai 2011

Mission exploratoire du bureau d'études MUTADIS sur l'action 36 du Plan chlordécone

→ Le 19 mai de 9h à 12h

Réunion du CROS-GREPHY sur le Plan chlordécone 2011-2013

Début d'une étude langouste

en bref

L'étude complémentaire de la contamination des langoustes par la chlordécone, prévue par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2010, démarrera à la fin du mois d'avril.

207 prélèvements sont prévus. Ces derniers concerneront les 2 espèces de langoustes (brésilienne et blanche ou royale), dans une bande côtière allant de la pointe Caracoli au Cap Macré, et sont répartis en plusieurs zones depuis le littoral jusqu'à la sonde des 100 mètres de profondeur (les prélèvements sont exclus dans les zones d'interdiction de pêche déjà définies des baies du Gallion, du Robert et du François). La réalisation pratique de l'étude est confiée au bureau d'études Impact-mer avec la

précieuse collaboration des pêcheurs spécialisés, l'IFREMER assurant l'encadrement scientifique. Les résultats, attendus au troisième trimestre, devraient permettre d'apporter conseils, mais aussi mesures éventuelles de gestion aux professionnels de cette pêche. L'objectif : garantir au consommateur la conformité sanitaire de ce crustacé sur les étals des points de vente, la langouste figurant parmi les symboles gastronomiques de la Martinique.

→ RENCONTRE COMMUNAUTAIRE Jafa MARTINIQUE

Le 7 mai prochain aura lieu en Martinique la première rencontre communautaire autour des jardins familiaux. Explications sur les objectifs de cette journée organisée par l'ARS et l'IREPS.

Le plan COMBI (Communication pour un impact comportemental) poursuit actuellement son développement auprès des populations potentiellement surexposées à la chlordécone du fait de l'exploitation de leur jardin familial. Après avoir rencontré une centaine de familles, l'heure est venue de dresser un bilan pour les conseillers Jafa chargés de la mise en œuvre sur le terrain des actions prévues par le plan. La journée s'articulera autour de trois objectifs : rendre compte des actions engagées dans le cadre du programme Jafa, s'assurer de l'acceptabilité des objectifs comportementaux du plan COMBI, et dégager des pistes pour construire des projets permettant une gestion durable de la situation par les familles elles-mêmes.

A ce stade du programme, il s'avère en effet nécessaire de faire le point avec les familles sur la pertinence et les modalités de l'aide proposée. Pour assurer la durabilité du programme Jafa, les visites périodiques des

conseillers devront correspondre à leurs attentes. Il y avait donc lieu de les consulter afin qu'elles participent en amont à la définition des projets qui feront l'objet d'un financement. Rappelons que le Plan chlordécone 2011-2013 prévoit de « consolider les modifications de comportement, en assurant notamment des visites périodiques des conseillers Jafa ».



→ DU CÔTÉ DU LABORATOIRE D'ANALYSES DÉPARTEMENTALES

Le Laboratoire départemental de la Martinique participe au maintien de la santé publique. Ses missions portent sur la sécurité sanitaire des aliments et de l'eau, l'environnement, la santé animale, et la vaccination anti-amarile. Face à la problématique chlordécone, le Conseil Général a fait le choix de créer au sein du LDA une unité dédiée à l'analyse des pesticides à l'état de traces. L'objectif était d'offrir un outil de proximité et une meilleure réactivité aux différents acteurs de la gestion de la pollution par la chlordécone. Aujourd'hui, il est le seul laboratoire compétent en Martinique pour l'analyse

de la chlordécone dans les eaux et sols. Les organismes de recherches (CIRAD, etc...), le Service de l'Alimentation (SALIM), et l'Agence Régionale de Santé (ARS) sont les principaux demandeurs de ces analyses, dans le cadre d'études de transferts de pollution, d'analyse des sols, d'évaluation du risque pour la population... Par la suite, le LDA souhaite étendre la gamme de molécules recherchées dans les eaux (environ 100 molécules supplémentaires) et mettre au point les techniques d'extraction et d'analyse de la chlordécone dans les échantillons de végétaux et d'animaux.

le point de vue

M. Montezume

Président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques

Pourquoi avez-vous souhaité communiquer à la veille de Pâques ?

En tant que Président de la FDAAP-PMA, il était important d'informer la population martiniquaise qui se nourrit traditionnellement de crustacés durant les jours de Pâques. Nous savons aujourd'hui que la faune des rivières est contaminée et les crustacés qui en proviennent sont donc impropres à la consommation. Nous voulions attirer l'attention sur l'interdiction de pêche en vigueur afin de protéger la population.

Etes-vous optimiste quant à la situation en Martinique aujourd'hui ?

Depuis quelques années, l'Etat est entré dans une phase d'études, et cette phase va durer longtemps. Nous commençons seulement à avoir des connaissances fiables sur l'impact réel de la chlordécone, et nous allons savoir peu à peu quelle conduite adopter. Ce qu'il faut mettre en avant, c'est qu'il existe une dynamique. Des études sérieuses sont menées et la Fédération continue de travailler sur l'état de la faune des rivières pour pouvoir prendre progressivement les mesures qui s'imposent. C'est un travail de longue haleine.

Dans le cadre de la sortie d'un Plan chlordécone 2, quelles sont les attentes de la Fédération ?

Le Plan chlordécone 2 vient compléter le premier plan, ce qui est en soit nécessaire puisqu'il faut poursuivre les actions enclenchées. Il mentionne entre autres la poursuite d'études sur le milieu marin, ce que la Fédération de pêche considère comme primordiale. Nous voulons aussi insister sur la prise en compte du caractère insulaire de ces recherches. En Martinique comme en Guadeloupe, tous les milieux se touchent : si la terre est impactée, cela a des répercussions sur la mer, etc. Il ne faut pas morceler la démarche et prendre le problème de façon globale, en tenant compte de l'ensemble de l'écosystème antillais. Réfléchir en termes d'insularité est essentiel pour l'avenir.